L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1881. 55me Année.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 28 SEPTEMBRE 1881.

VENTE A L'ENCAN.

Par Jas. F. Gaimard, en sa salle des ventes Bienville et Chartres, l'établissement de fabrique de cigares de Mme Ballester.

Par Albert Pratt, au No 72 rue de l'Esplanade, beaux meubles, verrerie, etc.

Les Vice-Présidents.

Un journal de France, qui semble peu au courant de la politique des Etats-Unis, émet l'opinion qu'on devrait y abolir la vice-présidence puisqu'elle peut donner lieu à une administration antipathique au peuple, et pour laquelle, par conséquent, il ne saurait professer le même respect que pour celle de son premier choix. Cela n'est pas tout-à-fait exact, il s'en faut de beaucoup. Les hautes notabilités nationales ou les grands politiciens n'en veut, qui ont une influence déterminante sur le choix des candidats présentés aux conventions de nomination, n'oubliant pas que le second personnage de cette liste de deux candidats seulement, liste qu'on appelle un ticket en langue anglaise, peut fort bien être appelé par des événements fortuits, ou par le cours naturel des choses, au gouvernement de la République. Les présidents ne sont pas immortels, et quand ils meurent avant d'avoir achevé leur carrière officielle, la loi leur donne des successeurs que le peuple doit accepter avec d'autant plus de promptitude et de cordialité qu'il a voté pour eux. Cela est arrivé déjà trois fois avant l'avènement de M. Arthur à la présidence.

Et nous n'avons pas vu que le peuple américain ait eu à en souffrir. Au contraire, beaucoup de gens pourraient dire que le pays y a gagné. Tous les démocrates sont certainement de cette qu'il fut heureux pour le pays que John Tyler, de la Virginie, fut appelé à succéder au général Harrison, au début même de la présidence de ce dernier. Le ticket était l'œuvre des whigs, et ce furent bien les whigs qui l'emportèrent aux élections de 1840; par conséquent l'administration devait être whig et, whig elle est en effet, et le général Harrison est vécu jusqu'à la fin de son terme. Mais M. Tyler, étant de la Virginie, ne pouvait avoir des convictions whig bien solides, et il n'est pas plutôt pris les rênes du gouvernement qu'il s'aperçut qu'en suivant rigoureusement les principes du parti auquel cependant il devait son élection, il s'écarterait trop des siens, car lui aussi, en s'établissant à la Maison Blanche, comme le premier magistrat de la République, il se sentit transformé, et abjurant des opinions exclusives, il devint un homme national, en dépit de ses professions antérieures et de ses relations.

On fut très surpris dans les Etats-Unis quand on apprit que John Tyler avait mis son veto sur un bill de banque nationale, et sur plusieurs bills d'allocation d'argent, parcequ'ils n'étaient plus conformes à sa nouvelle manière de voir.

A ce vote on ensevelit d'autres, soit sans les allocations, soit sur le tarif, à tel point que l'administration du Whig Tyler fut actuellement démocratique, avec des officiers ministériels Whigs cependant, sur le programme du parti fut maintenu en cela, ce qui permit à Tyler d'achever assez pacifiquement sa carrière présidentielle. D'ailleurs, nombre de ces officiers Whig se firent démocrates, ce qui engagea le président Polk à les maintenir en place lorsqu'il succéda à John Tyler en 1845. Cet exemple ne prouve pas que les vice-présidents ne sont pas égaux aux présidents par l'intelligence et par les hautes qualités qui devraient toujours distinguer les hommes investis d'une magistrature aussi élevée.

Un second exemple est celui de Millard Fillmore succédant au général Taylor, de réputation toute militaire. Nous avons parlé de cette succession, il y a quelques jours, et nous avons fait observer que bien que M. Fillmore fût un homme du nord, aux tendances quelque peu hostiles aux institutions du sud, il sut bien vite se constituer nationaliser et se nationaliser de manière à réduire au silence les démocrates les plus embrageux, même les *Loco Foco* qui passaient alors pour être ce qu'on appelle aujourd'hui les Stalwarts d'un parti. M. Fillmore fit plus que cela; il vint au sud, et lui même à la Nlle-Orléans, il eut grand soin de dire dans un banquet qui lui fut donné avec beaucoup d'apparat, qu'il avait entièrement rompu *avec d'anciens amis qui étaient par trop abolitionistes.*

Son administration fut très belle, et l'estime universelle l'accompagna dans sa retraite. C'était pourtant un vice-président d'origine, mais qui sut montrer en peu de temps qu'il avait pour le gouvernement des talents supérieurs.

M. Johnson, du Tennessee, succédant à Lincoln en avril 1865, est le troisième exemple que nous pouvons citer. Certes, la carrière de Johnson avait été plus brillante que celle de Lincoln à Pédoque où ils furent élus tous les deux sur le même ticket. Johnson avait fait partie du Sénat des Etats-Unis où il avait brillé comme orateur; non qu'il eut une éloquence extraordinaire, mais il était clair, abondant et disert, ce qui était fort remarquable pour un homme qui avait passé en première jeunesse dans une échoppe de tailleur. Son origine n'était pas moderne de celle de Lincoln, mais, il n'était plus étudié et avait plus d'acquis. Sa présidence eut été fort belle, si elle n'eut été en butte aux attaques du parti républicain qui le voyait s'appliquer à ménager le Sud après sa défaite. Dans cette lutte terrible, qui dura quatre ans, Johnson montra un courage inébranlable jusqu'à provoquer contre lui un acte d'accusation à la rigueur du quel il n'échappa qu'à la majorité d'une voix aux Etats-Unis qui devait en juger.

Il n'est donc pas vrai de dire que les candidats à la vice-présidence sont pris au hasard et qu'ils ne sont pas aptes à exercer la présidence s'ils y sont portés par les événements.

Nous sommes au début d'une quatrième vice-présidence, élevée à la présidence par un événement tragique, et loin d'entendre que cette vice-présidence ait fait quelque chose pour le juger, nous voyons qu'un tous Bords en exprime une opinion très favorable sur le compte du président Arthur. Il y a sur ce point un accord presque unanime. Sans rappeler tel l'opinion qui a été portée en gén. Hancock et qu'il n'a pas contredite, nous pouvons l'opinion de quatre sénateurs démocrates du Sud, M. Beck du Kentucky, M. Lamar du Mississippi, M. Hill de la Georgie et M. Wade Hampton de la Caroline du Sud; nous citerons enfin des deux plus grands capitalistes des Etats-Unis, MM. Vanderbilt et Gould, et enfin celle d'une députation de gouverneurs, présente aux funérailles du président Garfield à Cleveland, et qui eut pensé, d'un commun accord, une résolution par laquelle ils offrent au président Arthur leur plus sincère sympathie, en exprimant l'espoir que la nation se réunira à eux pour l'appuyer dans sa volonté noble et patriotique de continuer la politique et de soutenir les mesures du Président regretté. Ces gouverneurs n'auraient pas parlé ainsi s'ils eussent eu que le président Arthur en était indigne. Donc, jusqu'à présent, le peuple des Etats-Unis n'a pas eu à se plaindre de ses vice-présidents devenus présidents.

Miss Minnie Hauck.—*Le Figaro*, de Londres, annonce que cette célèbre cantatrice américaine, qui a chanté avec le plus grand succès sur les premières scènes lyriques de l'Europe, a été engagée par l'impresario Mapleson. Nous aurons probablement l'occasion de l'applaudir cet hiver. Son répertoire est très varié. Elle doit chanter les rôles de Castarina, de l'opéra de Verdi—The taming of the Schrew—(*L'Acariatre Domptée,*) de Elsa, du Lohengrin, de Wagner, et de Selika, de L'*Africaine*.

Mlle Minnie Hauck a fait son début musical à la Nouvelle-Orléans, sous la haute direction du Maestro G. Curto, qui compte parmi ses élèves des cantatrices dont la réputation est universelle.

Les Cazadores de Orleans, capitaine José Lizde, ont figuré dignement dans le cortège funèbre.

C'est de la troisième division du grand cortège funèbre que faisait partie la délégation de la belle société italienne de bienfaisance mutuelle—président, John Rocchi; vice-président, B. Biordone; secrétaire, E. Trois; trésorier, T. A. M. Solari. Elle occupait dix voitures, au milieu desquelles était le drapeau italien en deuil.

La France à l'Amérique.

Sous le titre ci-dessus nous lisons dans le *Herald*, de New-York, les lignes suivantes que nous reproduisons avec plaisir. Elles témoignent de l'entente parfaite qui règne entre les deux grandes républiques :

Le message, par lequel M. Grévy, président de la République française, envoie au président Arthur les sympathies de la France et ses sympathies personnelles à cette heure de deuil national, fournit une des preuves les plus évidentes et les plus sincères que nous avons à l'étranger et des bonnes dispositions dont les télégrammes nous envoient de toutes parts les témoignages depuis quarante-huit heures. La France a été notre amie et notre alliée dès le premier jour de notre existence comme nation. Les hommes d'Etat français ont compté au nombre des fondateurs de notre République.

Ces hommes étaient les amis des Washington, des Franklin, des Jefferson. La France nous a donné tout ce qu'une nation peut donner: des hommes, de l'argent, de la sympathie, enfin une assistance morale et matérielle. Les liens qui unissent les deux pays sont sans exemple dans l'histoire internationale. Les traités entre les nations sont pour la plupart écrits avec du sang: un accroissement de territoire, l'égoïsme, l'intérêt national qui est la base forte et la plus vile de l'égoïsme, leur servent généralement de base. Dès l'aurore de notre naissance, les traités qui ne sont pas écrits et qui nous lient à la grande République du Monde ancien ont été les plus purs que l'on ait jamais signés. C'est sur des sentiments d'amour et d'affection qu'ils reposent, et non sur des avantages contestés. Le message de M. Grévy est particulièrement opportun. Ce message arrive dans un moment où [illegible] des deux républiques font tant d'efforts d'un côté et de l'autre pour unir leurs navires de guerre des deux nations, lesquels se préparent à célébrer, après un subole, la plus remarquable des victoires que nous ayons remportées ensemble.

THÉATRE ST CHARLES.—Ce théâtre fera dédidément son ouverture, dimanche prochain 2 octobre, et donnera comme d'habitude des matinées le mercredi et le samedi. La saison sera inaugurée par les Nouveaux Minstrels Mastodon de Haverly, qui composent une troupe de 20 grands comédiens, 12 vocalistes, 13 acrobates danseurs, 14 artistes de chant et de danse et 15 exécutants de solos avec instruments. C'est là une nouvelle et originale organisation qui promet. M. Bidwell commence bravement et nous ne doutons pas que le succès n'y réponde. Nous nous en réjouissons pour le vieux Drury. Le bureau de location des loges sera ouvert à partir de vendredi prochain, 30 septembre.

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Le drame irlandais "Eviction" a conquis son public qui va maintenant l'applaudir tous les soirs et même dans le jour, par la matinée aujourd'hui mercredi une matinée comme de coutume. Il y a dans la pièce des rôles fort comiques et l'on rit beaucoup de saillies irlandaises fort spirituelles et d'une couleur locale qui séduit véritablement. Hier, bien que le temps fut très incertain, ce qui effraye toujours les dames, et bien qu'il fit encore très chaud, la chambrée a été fort bonne. Les acteurs plaisent toujours davantage, et de fait il serait difficile d'en avoir de meilleurs. Soucho donc et grand succès à l'Académie de Musique! Qu'on n'oublie pas la matinée d'aujourd'hui!

Avantages.—Il est certain qu'un acheteur a tout intérêt à se munir dans les maisons de premier ordre, car c'est toujours celles qui vendent le plus et qui, pour cette raison, peuvent vendre à plus bas prix que les maisons faisant un plus petit chiffre d'affaires et il coule de source ce qu'une maison vendant beaucoup peut vendre de moins bon marché que celle qui achète en grand et plus les prix de revient sont petits, c'est donc un bénédice réel pour l'acheteur que de patronniser une maison travaillant avec de grandes facilités d'action. Nous invitons donc tous ceux qui veulent bénéficier d'avantages sérieux à se rendre à L'ETOILE ROUGE et l'assortiment est immense et où les prix sont fixés d'après les plus bas prix de fabrique.

Les étrangers trouveront un avantage sérieux à l'Etoile Rouge. Tous les prix y étant marqués en chiffres connus ils sont à l'abri de toute surcharge.

—De Brescia (Lombardie), arrive la nouvelle suivante :

L'église de la Stochettia, distance 5 kilomètres, était pleine de fidèles. Le curé célébrait la messe au grand autel. Au dehors, la pluie tombait à verse; on déclare fondament les nuages, et la foudre grondait sans discontinuer.

Au moment de l'élévation, un épouvantable coup de tonnerre ébranla l'édifice, et le frappa, atteint probablement par la croix de fer qui surmontait le clocher, précédé dans l'église, près de la chaire.

Sous l'influence de la décharge électrique, les personnes furent violemment jetées à terre, d'autres se heurtèrent contre elles.

Deux hommes furent frappés mortellement. Une petite fille perdit un chevalure et deux dents. Cinq autres personnes portant des brûlures fort profondes furent porter le feu du ciel.

Une étrange cérémonie superstitieuse—Jamais, assurément, on n'avait vu de cérémonie nuptiale plus désopvuante que celle dont Portsmouth vient d'être le théâtre.

La fille d'un officier, âgée de vingt ans, allait se marier; son cousin et celui de son demoiselles d'honneur étaient à peine terminée, que la jeune, atteinte subitement d'une grave maladie, succombait en quelques jours.

Peu de dépouiller, le futur a voulu être satisfait à celle qu'il aimait.

Un corbillard est venu chercher le cercueil de la jeune fille ornée de sa couronne de fleurs d'oranger; les demoiselles d'honneur l'ont suivi, vêtues de costumes commandés pour le mariage, et tenant la bagnère nous est parlé pour le temps.

Là, devant une assistance profondément impressionnée, le clergé a procédé à la célébration du mariage. D'un côté, le mari; de l'autre, le cercueil!

Amenés après, a on lieu le service funèbre; puis le cortège s'est rendu au cimetière où la sépulture mariée a été laissée à sa dernière demeure.

USINES CENTRALES.

TROISIÈME ARTICLE.

Après mûres réflexions, je crois utile d'indiquer les causes qui ont fait échouer le travail, dit à la part. Quoique la vente à la tonne diffère en beaucoup de points du travail à la part, elle a cependant quelques rapports avec lui. Son avenir peut jusqu'à un certain point être comparés par les agissements qui ont compromis ou plutôt fait échouer le travail à la part.

Rentrons d'abord à celui-ci et son nom réel de *métayage*. Car il est bien vieux ce système agricole que quelques planteurs ont cru propre à relever les ruines causées par la guerre. Le métayage date des gaux et des romains. Il existe encore dans quelques provinces méridionales de la France. Mais partout et en tout temps il a donné de détestables résultats. Avant 1789 le métayage était, en France, d'un usage presque général, et, au dire des écrivains du temps, il en résultait la misère dans les campagnes. L'anglais Arthur Young vit, (1787-89) dans le Berry, les métayers obligés, presque tous les ans, d'emprunter leur pain aux seigneurs avant la moisson. Les provinces les moins pauvres étaient celles qui l'avaient abandonné.

Je pourrais donc me borner à dire ici que le métayage a donné en Louisiane les résultats qu'il avait donnés partout et toujours. Mais la terre louisianaise est si riche, qu'il a fallu à une cause générale en ajouter de particulières, d'influences à notre état social et financier, pour que ce système reposant partout comme fatal, ne donnât pas de résultats heureux sur notre sol privilégié.

A mon sens, si le travail à la part n'a pas réussi, cela tient, d'abord, à la difficulté qu'éprouvaient les travailleurs à la part pour expliquer leurs salaires et finances, qui ne leur permettait pas de faire à ces travailleurs les avances indispensables à assurer le succès de la récolte.

Essayons de mettre ces deux points en lumière.

Le métayer ou travailleur à la part réussit assez souvent en Louisiane à faire de bonnes récoltes. Pour les porter au moulin, il faut qu'il attende son tour, qui est souvent dérangé par le tirage au sort.

Roulera-t-il en octobre ou en décembre? En octobre, il profera des cannes vertes, en décembre elles seront peut-être gelées. Dans les deux cas il perdra, mais il peut perdre la totalité de sa récolte. J'ai assisté aussi, par plus tard que l'an dernier, à des désastres complets.

Le travailleur ruiné ne pouvait remboursé les avances à lui faites. Le malheur pouvait frapper plusieurs métayers, et, du coup, le planteur faisait faillite ou du moins manquait à ses engagements. A la vérité, quelques travailleurs plus heureux avaient roulé en bon temps. Mais remarquez combien il est vrai de dire que le malheur des uns peut faire le malheur des autres. Le bailleur de fonds, le courtier de la ville, ne voulait se désaisir d'aucune partie des sommes réalisées par les ventes précédentes, vous disait-il, ces sommes ne couvrent pas mes avances." De sorte que ceux qui avaient réussi à tirer bon parti de leur récolte, finissaient par n'être pas plus avancés que les autres. En somme, perte sur toute la ligne, mécontentement général, récrimination, discrédit fort légitime du système de travail.

L'usine centrale modifiera et supprimera complètement un aussi déplorable état de choses. Chacun apportera quotidiennement ses cannes au moulin, et, tous les jours une partie de la récolte sera sauvée. Il n'y aura plus besoin de garder les cannes, opération longue et coûteuse, pour pouvoir faire ce qu'on appelle *une fournée*. J'ai dit cela déjà et je le répète seulement pour mémoire.

Revenons au métayage. Nous avons attribué en partie son insuccès à la gêne financière des planteurs eux mêmes.

Ce n'est point en effet une dépense que d'installer un métayer dans des conditions qui lui permettent de réussir dans ses récoltes.

Il faut d'abord lui fournir les bâtiments nécessaires au logement de sa famille, de ses engagés, de ses animaux de labour; à l'abri de ses outils, de ses récoltes de foin et de maïs. Qu'ont fait la plupart des planteurs, qui ont voulu entreprendre le travail à la part? Ils voyaient dans le système de travail dont ils voulaient réaliser. Or le premier argent gagné est, dit on, celui qu'on économise. Dès lors à quoi bon se mettre en frais de constructions nouvelles? N'avait-on pas le vieux camp d'avant la guerre? Vite, le gez mal ces nouveaux travailleurs dans ces bâtiments à bagne. Il y aurait souvent pêle-mêle avec ce qui est resté de l'ancien personnel de couleur. C'était à coup sûr une économie, mais bien regrettable!

Pour loger une famille composée du père, de la mère, de quatre enfants—quelle famille louisianaise ne compte pas un plus grand nombre de membres—il faut au moins une salle commune et trois chambres à coucher, plus une chambre à provisions.

La culture à la part pour être rémunérative doit avoir une certaine importance. Supposons une culture de 100 arpents—soit 65 arpents de cannes, 33 arpents de maïs et 2 arpents de patates.

Cette culture exigera 8 mulets, 3 charrues à 2 mulets, 2 charrues à 1 mulet, 8 cultivateurs et 2 charretins. La famille a besoin, en outre, d'une vache et de quelques porcs.

Il faut donc un abri pour 8 mulets, une vache et un enclos pour les porcs.

La récolte de foin et de maïs exigera des hangards, pourvus de galeries pour abriter la famille et les charretins.

La maison d'habitation doit être au centre d'une cour assez grande pour contenir les écuries, les magasins et un pâturage pour les animaux. Ce sont là les conditions dans lesquelles existaient les fermes petites ou grandes de l'Est et de l'Europe. L'émigrant s'attend à retrouver ce qu'il a quitté ou ce qu'il aurait pu avoir dans son pays d'origine. Croit-on que l'agriculteur louisianais n'est pas aussi exigeant? Sachez-le, on ne cède pas facilement ce qu'on lui donne, mais on travaille s'en ressentir sans même qu'il s'en rende compte. Pour travailler à l'aise on 100 arpents, il lui faut tout cela et s'il ne l'a pas, ses choses n'iront pas, croyez-le bien.

Aussi vous voyez-les mal, car y a-t-il en Louisiane deux habitations où le travailleur rencontre de pareilles conditions de bien-être et de bonne ordonnance pour le travail? Je suis sûr qu'il n'y a pas un planteur qui ne se fît un bonheur de fournir au travailleur les installations, les animaux et les outils qui peuvent faciliter son travail et rendre sa vie heureuse. Mais combien y en a-t-il qui peuvent en supporter la dépense?

Car ce que je viens d'énumérer constitue une forte mise de capital. Une maison, des magasins, des écuries, huit mulets, des charrues, des charrettes, etc., ne peuvent être évalués au plus bas à moins de $3,000.

Sans doute on peut travailler à moins, à beaucoup moins. Mais le travail, faute d'instruments, ne se fait pas en temps voulu; mais le foin pourri faute d'être mis en meules manquent de nourriture; mais le travailleur qui ne peut élever ni vache, ni cochons, a recours aux produits de l'Ouest. Il se nourrit mal et cela lui coûte fort cher. Des dépenses inutiles et une récolte qui, cultivée autrement en bonne à l'hôpital et à la misère. Vous aurez beau adresser des circulaires aux quatre coins du monde, si vous ne pouvez lui donner ce qui lui est nécessaire pour assurer son succès, il ne pourra que l'émigrant viendra, mais il ne restera pas. D'où en vient que vous lui promettiez de lui vendre vos terres. Comment les cultivera-t-il si vous ne lui en fournissez les moyens? Il n'est arrivé une fois de parler dans les journaux que je vendrais des terres pour un prix modique payable en huit ou 9 ans. Je croyais être accablé de demandes. Je n'en reçus qu'une. Mon correspondant trouvait les conditions excellentes; mais il me demandait si je ne pourrais y ajouter le passage—le bœuf!

Donc, pour une culture de cent arpents, il faut compter sur un déboursé de $3,000 à $3,500, car vendre ménager sans besoin de provisions pour attendre la récolte.

C'est là une chose qu'on rencontrera difficilement dans la poche d'un planteur louisianais, fut-il même des plus riches.

En cependant, comment faire? L'ancien travail n'existe plus en grand train. On ne le ressuscitera point par l'émigration. Il faut, sous peine, pour nous disparaître de ne pas progresser, mais sous peine de décadence, trouver la main-d'œuvre nécessaire. Or, nous ne pouvons la demander à l'émigration que dans les conditions que j'ai énumérées.

C'est l'usine centrale seule qui peut nous tirer de la cruelle alternative où nous sommes acculés de périr. Elle seule inspirera assez de confiance aux capitalistes pour qu'ils ouvrent leurs coffres-forts et viennent au secours de l'industrie agricole. Elle seule permettra de modifier le métayage de manière à le rendre non-seulement possible mais profitable.

Lorsque vous aurez divisé vos terres en fermes, qui vous empêchera de louer ces terres à prix d'argent, pour un certain nombre d'années à condition qu'on y cultivera tant d'arpents de canne, livrables à l'usine centrale pour un prix déterminé? Alors, votre bail à la main, vous irez trouver le capitaliste et vous lui prouverez que votre terre a un revenu annuel, certain. Il ne réductera plus, en cas où il serait forcé de saisir, d'avoir entre les mains ce qu'on appelle vulgairement "un éléphant". Il fera les avances nécessaires à l'installation du fermier, parce qu'il comprendra parfaitement que ses fonds reposent sur de bonnes et solides garanties. Le jour où les propriétés rurales de la Louisiane auront un revenu certain, elles deviendront ce qu'est la propriété foncière en tous pays, la base du crédit.

Il ne s'agit ici, bien entendu, que des frais de premier établissement, car, la seconde année et les années suivantes, le métayer, étant installé, n'aura plus besoin que d'une avance pour ses provisions. Et encore, cet-il que peu probable que les bénédices de la première récolte suffiront à le mettre dans l'aisance, et qu'il pourra se suffire sans secours étrangers. Avec un peu d'ordre et d'économie, il est certain d'arriver au résultat et de faire face, en second lieu, à la grosse financière des planteurs, qui ne leur permettait pas de faire à ces travailleurs les avances indispensables à assurer le succès de la récolte.

Essayons de mettre ces deux points en lumière.

Le métayer ou travailleur à la part réussit assez souvent en Louisiane à faire de bonnes récoltes. Pour les porter au moulin, il faut qu'il attende son tour, qui est souvent dérangé par le tirage au sort.

Roulera-t-il en octobre ou en décembre? En octobre, il profera des cannes vertes, en décembre elles seront peut-être gelées. Dans les deux cas il perdra, mais il peut perdre la totalité de sa récolte. J'ai assisté aussi, par plus tard que l'an dernier, à des désastres complets.

Le travailleur ruiné ne pouvait remboursé les avances à lui faites. Le malheur pouvait frapper plusieurs métayers, et, du coup, le planteur faisait faillite ou du moins manquait à ses engagements. A la vérité, quelques travailleurs plus heureux avaient roulé en bon temps. Mais remarquez combien il est vrai de dire que le malheur des uns peut faire le malheur des autres. Le bailleur de fonds, le courtier de la ville, ne voulait se désaisir d'aucune partie des sommes réalisées par les ventes précédentes, vous disait-il, ces sommes ne couvrent pas mes avances." De sorte que ceux qui avaient réussi à tirer bon parti de leur récolte, finissaient par n'être pas plus avancés que les autres. En somme, perte sur toute la ligne, mécontentement général, récrimination, discrédit fort légitime du système de travail.

L'usine centrale modifiera et supprimera complètement un aussi déplorable état de choses. Chacun apportera quotidiennement ses cannes au moulin, et, tous les jours une partie de la récolte sera sauvée. Il n'y aura plus besoin de garder les cannes, opération longue et coûteuse, pour pouvoir faire ce qu'on appelle *une fournée*. J'ai dit cela déjà et je le répète seulement pour mémoire.

Revenons au métayage. Nous avons attribué en partie son insuccès à la gêne financière des planteurs eux mêmes.

Ce n'est point en effet une dépense que d'installer un métayer dans des conditions qui lui permettent de réussir dans ses récoltes.

Il faut d'abord lui fournir les bâtiments nécessaires au logement de sa famille, de ses engagés, de ses animaux de labour; à l'abri de ses outils, de ses récoltes de foin et de maïs. Qu'ont fait la plupart des planteurs, qui ont voulu entreprendre le travail à la part? Ils voyaient dans le système de travail dont ils voulaient réaliser. Or le premier argent gagné est, dit on, celui qu'on économise. Dès lors à quoi bon se mettre en frais de constructions nouvelles? N'avait-on pas le vieux camp d'avant la guerre? Vite, le gez mal ces nouveaux travailleurs dans ces bâtiments à bagne. Il y aurait souvent pêle-mêle avec ce qui est resté de l'ancien personnel de couleur. C'était à coup sûr une économie, mais bien regrettable!

Pour loger une famille composée du père, de la mère, de quatre enfants—quelle famille louisianaise ne compte pas un plus grand nombre de membres—il faut au moins une salle commune et trois chambres à coucher, plus une chambre à provisions.

La culture à la part pour être rémunérative doit avoir une certaine importance. Supposons une culture de 100 arpents—soit 65 arpents de cannes, 33 arpents de maïs et 2 arpents de patates.

Cette culture exigera 8 mulets, 3 charrues à 2 mulets, 2 charrues à 1 mulet, 8 cultivateurs et 2 charretins. La famille a besoin, en outre, d'une vache et de quelques porcs.

Il faut donc un abri pour 8 mulets, une vache et un enclos pour les porcs.

La récolte de foin et de maïs exigera des hangards, pourvus de galeries pour abriter la famille et les charretins.

La maison d'habitation doit être au centre d'une cour assez grande pour contenir les écuries, les magasins et un pâturage pour les animaux. Ce sont là les conditions dans lesquelles existaient les fermes petites ou grandes de l'Est et de l'Europe. L'émigrant s'attend à retrouver ce qu'il a quitté ou ce qu'il aurait pu avoir dans son pays d'origine. Croit-on que l'agriculteur louisianais n'est pas aussi exigeant? Sachez-le, on ne cède pas facilement ce qu'on lui donne, mais on travaille s'en ressentir sans même qu'il s'en rende compte. Pour travailler à l'aise on 100 arpents, il lui faut tout cela et s'il ne l'a pas, ses choses n'iront pas, croyez-le bien.

Aussi vous voyez-les mal, car y a-t-il en Louisiane deux habitations où le travailleur rencontre de pareilles conditions de bien-être et de bonne ordonnance pour le travail? Je suis sûr qu'il n'y a pas un planteur qui ne se fît un bonheur de fournir au travailleur les installations, les animaux et les outils qui peuvent faciliter son travail et rendre sa vie heureuse. Mais combien y en a-t-il qui peuvent en supporter la dépense?

Car ce que je viens d'énumérer constitue une forte mise de capital. Une maison, des magasins, des écuries, huit mulets, des charrues, des charrettes, etc., ne peuvent être évalués au plus bas à moins de $3,000.

Sans doute on peut travailler à moins, à beaucoup moins. Mais le travail, faute d'instruments, ne se fait pas en temps voulu; mais le foin pourri faute d'être mis en meules manquent de nourriture; mais le travailleur qui ne peut élever ni vache, ni cochons, a recours aux produits de l'Ouest. Il se nourrit mal et cela lui coûte fort cher. Des dépenses inutiles et une récolte qui, cultivée autrement en bonne à l'hôpital et à la misère. Vous aurez beau adresser des circulaires aux quatre coins du monde, si vous ne pouvez lui donner ce qui lui est nécessaire pour assurer son succès, il ne pourra que l'émigrant viendra, mais il ne restera pas. D'où en vient que vous lui promettiez de lui vendre vos terres. Comment les cultivera-t-il si vous ne lui en fournissez les moyens? Il n'est arrivé une fois de parler dans les journaux que je vendrais des terres pour un prix modique payable en huit ou 9 ans. Je croyais être accablé de demandes. Je n'en reçus qu'une. Mon correspondant trouvait les conditions excellentes; mais il me demandait si je ne pourrais y ajouter le passage—le bœuf!

Donc, pour une culture de cent arpents, il faut compter sur un déboursé de $3,000 à $3,500, car vendre ménager sans besoin de provisions pour attendre la récolte.

C'est là une chose qu'on rencontrera difficilement dans la poche d'un planteur louisianais, fut-il même des plus riches.

En cependant, comment faire? L'ancien travail n'existe plus en grand train. On ne le ressuscitera point par l'émigration. Il faut, sous peine, pour nous disparaître de ne pas progresser, mais sous peine de décadence, trouver la main-d'œuvre nécessaire. Or, nous ne pouvons la demander à l'émigration que dans les conditions que j'ai énumérées.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

Paris, 22 septembre.—Un très grand nombre d'Américains se sont réunis cette après-midi dans la chapelle de la rue de Berri, pour exprimer leur condoléance au sujet de la mort du président Garfield. L'église débordait de monde. Sur les premiers bancs étaient assis le ministre Morton, le général McClellan, l'ex-gouverneur Hoffmann et plusieurs autres Américains d'un rang élevé, notre ministre et la plupart des diplomates, hommes d'Etat et financiers américains. La colonie américaine était venue en masse. Il y avait aussi des célébrités étrangères, entre autres le père Hyacinthe. L'église était tout entière drapée de noir. Après une prière et un chant, le ministre Morton a expliqué l'objet de la réunion. Sur la proposition du Rév. M. Hitchcock, le ministre a été nommé président, et le général McClellan, M. John Astor, M. Thomas Allen, M. John Hayes et William Seligman ont été vice-présidents. Le premier orateur a été l'ex-gouverneur Hoffmann, qui a prononcé le discours suivant :

"Tout le peuple américain déplore la mort du président, et tout le monde civilisé lui donne des marques de sympathies. Pour moi, comme citoyen des Etats-Unis d'Amérique, le grand et je puis dire le seul fait consolant dans la mort du président, c'est que l'assassin n'a pas été l'instrument d'hommes ambitieux au pouvoir ou le représentant d'un peuple opprimé et mécontent cherchant l'émancipation. Le crime a été par conséquent sans signification politique. Ça a été l'acte d'un individu assez fou pour commettre le grand crime sans provocation, et cependant autant qu'on en peut juger maintenant, assez sain d'esprit pour un être tenu responsable. La question de responsabilité sera décidée non par un pouvoir arbitraire ou des tribunaux militaires, mais par la voie ordinaire de la justice, où la vengeance n'aura pas de place et où la majesté de la loi sera affirmée."

L'ex-gouverneur Hoffman a ensuite présenté une série de six résolutions, donnant une expression éloquente au chagrin des Américains maintenant à Paris, offrant les condoléances les plus cordiales à la veuve héroïque du président Garfield, remerciant le grand peuple de France de la sympathie qu'il avait montrée pour les Américains dans les circonstances actuelles comme à l'occasion de la mort de Washington et de Lincoln, et proposant que "vu les graves responsabilités du M. Arthur, tous les partis lui accordent une généreuse confiance." Après des discours prononcés par l'ex-sénateur Cattell, M. Daniel Dougherty, M. John Jay, le Rév. Dr. Tyng, William Allen Buller, le général J. Meredith Read, etc., ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité. L'assemblée s'est séparée à six heures.

ANGLETERRE.

La *Pall Mall Gazette* s'élève contre les prédictions hostiles au sujet du général Arthur, et dit: "Le nouveau Président tiendra probablement plutôt à montrer, ce dont il est pas pour nous le plus judicieux administration, qu'on n'est nullement en compte, qu'à exercer son autorité au profit des stalwarts."

Les résidents américains de Manchester tiendront demain une réunion de condoléances sous la présidence du colonel Shaw, consul des Etats-Unis. La chambre de commerce de Sheffield a passé une résolution assurant de sa profonde sympathie le peuple américain ainsi que la veuve et les enfants du président Garfield. Les municipalités de Queenstown et de Plymouth ont exprimé aussi des condoléances.

Lord Dufferin, ambassadeur de la Grande-Bretagne, et lady Dufferin ont refusé toutes les invitations sociales en signe de leur sympathie.

En Russie.

Saint-Pétersbourg, 23 septembre.—On lit dans le *Journal officiel*: "La triste nouvelle que nous apporte le télégraphe de l'Asie cède de l'Atlantique d'ailleurs fait naître les sentiments de profonde sympathie pour le peuple américain en général et pour la famille du défunt, surtout pour sa veuve. Malgré son immense affliction, cette noble femme, fortifiée par la foi et la résignation chrétienne, trouvera peut être quelque consolation dans les témoignages de douleur que lui adressent qu'elle reçoit de toutes parts.

Cette nation est animée de sentiments de vive sympathie pour le grand peuple avec lequel notre empire a constamment entretenu des relations d'amitié et d'estime réciproques. Ces sentiments sont spéciales ment manifestés aujourd'hui. Comme nous l'avons déjà dit, le peuple russe a passé par trop de troubles et amusé à une trop terrible catastrophe pour ne pas prendre part maintenant de tout son cœur à l'affliction de tous les Américains et en particulier d'une nation amie."

Un service funèbre en commémoration du défunt président aura lieu dimanche à la chapelle de la légation américaine.

A Hambourg.

Hambourg, 23 septembre—Une nombreuse réunion de négociants faisant du commerce avec les Etats-Unis a été tenue hier dans cette ville pour exprimer des condoléances au sujet de la mort du président Garfield. Le vice-président de la chambre de commerce a dit au nom des négociants de Hambourg que le message annonçant la mort du président Garfield avaient profondément dans non-seulement les habitants de Hambourg, qui avaient des rapports avec l'Amérique, mais encore tout le peuple allemand. Le consul Spitzer, de Brooklyn, N.-Y., a fait l'éloge du défunt président. Une adresse à Mme Garfield a été immédiatement couverte de centaines de signatures.

En Autriche.

Vienne, 23 septembre.—Le municipalité de cette ville a adopté une résolution exprimant son profond regret de la mort du président des Etats-Unis.

La convention Beinitz.

Paris, 23 septembre. — Les membres de l'ancienne chambre des députés n'ont pas permis aux radicaux de la nouvelle chambre de se venger au Palais-Bourbon, comme ils en avaient l'intention avant l'expiration des pouvoirs de la chambre ancienne. En conséquence, la réunion aura lieu au domicile de Louis Blanc, et l'on s'y occupera de la question tunisienne.

AUTRICHE-HONGRIE.

Abus de confiance officielle.

Vienne, 23 septembre—Il paraît avéré que le journal de Pesth qui a publié deux dépêches importantes relatives à l'entrevue de Danzig s'est procuré ces documents par un abus de confiance officielle.

La première de ces dépêches put adressée par le tsar à l'empereur d'Autriche, et la seconde par Pambassadeur d'Autriche en Russie à son souverain.

Londres, 23 septembre—Le correspondant hongrois du "Times" qui a télégraphié ces dépêches à ce journal ajoute que la publication de ces documents a produit une grande sensation. On n'y trouve point, comme on l'avait cru tout d'abord, de preuves positives de complicité, mais on y trouve des indices très explicites, nous semble-t-il, qui font voir que le ministre des affaires étrangères a été trompé par son ambassadeur à Pétersbourg.

Une séance du congrès littéraire de Vienne.

Vienne, 23 septembre.—Un député français est venu, hier, jeter quelques fleurs dans le congrès littéraire de Vienne en couvrant aux questions brûlantes : il a proposé au congrès d'adresser un télégramme de félicitations au roi et aux capitalistes et les habitants, car ainsi que nous le disons plus haut, ces derniers sont disposés à faire des sacrifices et à se mettre à l'œuvre de bonne foi, pour peu qu'ils soient certains de transactions loyales et avantageuses pour tous deux parties. Cette dernière proposition a été adoptée et de cris : "Le clôture," la séance a été suspendue. On n'a pas abordé le principal objet de la séance du jour qui était un traité littéraire entre l'Angleterre et l'Amérique.

Bureau de la Compagnie de Chemins de fer Orléans City.—No 9 rue de Chartres Nlle Orléans, 23 septembre 1881.—Le chemin des chars est augmenté sur la ligne des rues Canal, Côtiée et Upper Magazine ainsi que sur celles des rues Tchoupitoulas et Annunciation, et tout sera fait pour assurer aux passagers un transport confortable et rapide.

J. B. JUDEN,
Directeur.
28 sept—6t

—Le journal *Nouvelli* exprime l'op